

L'ancien président burundais Pierre Buyoya emporté par le coronavirus

Voice of America, 18 décembre 2020 L'ancien président du Burundi Pierre Buyoya est décédé le 17 décembre 2020 à Paris en France, à l'âge de 71 ans, des suites du Covid-19, ont indiqué vendredi plusieurs proches parents. Selon un membre de sa famille, Pierre Buyoya avait été hospitalisé mercredi la semaine dernière à Bamako où il avait été placé sous respirateur.

"Il a été évacué vers Paris hier après-midi. Son avion a fait escale et est arrivé en France dans la soirée. Il est décédé alors que l'ambulance l'avait emmené à l'hôpital de Paris pour y être soigné", a indiqué la source. Pierre Buyoya a été envoyé spécial de l'Union africaine au Mali et au Sahel de 2012 à novembre 2020. Il avait été nommé de ce poste fin novembre après avoir été condamné à la réclusion perpétuelle au Burundi le mois précédent pour l'assassinat de son successeur en 1993. Il avait été nommé comme étant politiquement motivé. "Celui que nous pleurons aujourd'hui fut un grand Burundais, un grand Africain, un grand Sahélien et enfin un grand Malien, notre compatriote. Nous le regretterons", a affirmé le président malien de la transition, Bah N'daw, dans une déclaration dont copie est parvenue à VOA Afrique. Parcours de Buyoya M. Buyoya, Tutsi issu d'un milieu modeste, a d'abord fait sa carrière dans l'armée avant de devenir président en 1987 à la suite d'un coup d'Etat contre Jean-Baptiste Bagaza, lui aussi un Tutsi, sur fond de grogne militaire. Pendant son premier mandat, il s'emploie à ouvrir l'espace démocratique au Burundi, un processus qui débouche en 1993 sur l'élection à la tête du pays de Melchior Ndadaye, premier président démocratiquement élu du Burundi et premier Hutu à accéder au pouvoir. Les Hutu représentent environ 85 % de la population du Burundi. Il revient au pouvoir en 1996, encore à la faveur d'un coup d'Etat. Le Burundi est alors plongé dans une guerre civile, opposant l'armée dominée par la minorité tutsi à des groupes rebelles hutu. M. Buyoya, un Tutsi de souche, arrive au pouvoir au Burundi, lors d'un coup d'Etat en 1987. Il a été nommé en 1993 avant les premières élections démocratiques du pays au cours desquelles Melchior Ndadaye, un Hutu, le bat. Mais ce dernier meurt assassiné par des soldats tutsis de souche dure, seulement quatre mois après le début de sa présidence. Son assassinat plonge le Burundi dans une longue guerre civile entre la majorité Hutu et la minorité Tutsi. Pierre Buyoya revient au pouvoir après un coup d'Etat en 1996. Il préside aux destinées du Burundi jusqu'en 2003. Entretemps, en 2000, il signe les accords d'Arusha visant à mettre fin à la guerre civile ayant tué environ 300 000 personnes entre 1993 et 2006. Il a été nommé en 2003 conformément aux accords. "Laver son honneur" En octobre, M. Buyoya a été condamné au Burundi par contumace à la prison perpétuelle pour l'assassinat de M. Ndadaye. Outre M. Buyoya, une vingtaine de hauts responsables militaires et civils proches de l'ancien chef de l'Etat ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour complicité dans l'assassinat de M. Ndadaye. Le verdict a été rendu en l'absence des principaux accusés et de leurs avocats. M. Buyoya avait été nommé fin novembre de son rôle d'envoyé spécial de l'UA pour "laver (son) honneur". Le nom de Pierre Buyoya avait été cité en lien avec cet assassinat, sans que le début d'une preuve soit apportée. Dès l'annonce de sa condamnation, M. Buyoya avait été nommé "un procès politique mené de manière scandaleuse" et orchestré selon lui par le pouvoir en place à des fins politiques, notamment celle de "rationaliser une grande mobilisation politico-ethnique". Le Burundi est dirigé depuis 2005 par le CNDD-FDD, parti issu de l'ancienne principale rébellion hutue, accusé de réprimer toute voix dissidente depuis une nouvelle crise politique dans laquelle a plongé le pays en 2015. Le principal leader du CNDD-FDD, Pierre Nkurunziza, président du Burundi de 2005 à 2020, est décédé brutalement le 8 juin, quelques semaines après l'élection de son dauphin désigné à l'Etat, Evariste Ndayishimiye. Nanythe Talani